



CHAPITRE 103

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

CHAPTER 103

An Act respecting The school commissioners for the school municipality of the town of Joliette

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette ont, par leur pétition représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter en prélevant une taxe d'éducation;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi inclusivement en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Statuts refondus 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the school municipality of the town of Joliette have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and that it has become necessary to increase them by levying an education tax;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax.

1. The school commissioners for the school municipality of the town of Joliette may, by resolution, impose and levy, from the coming into force of this act inclusive, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of

mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la municipalité scolaire de la ville de Joliette, sujet aux exceptions prévues par l'article 12 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Statuts refondus 1941, chapitre 88 et ses amendements).

trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipality of the town of Joliette, subject to the exceptions contemplated by section 12 of the said Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Percep-
tion, etc.

2. Ladite taxe est prelevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments.

Conven-
tions.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Examen
de rap-
ports, etc.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Droits.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and the actions for infringement of this act.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus 1941 et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Partage.

5. Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses en-

5. The annual revenue collected by the commissioners from the said tax shall, after deduction of the expenses

courues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

incurred by the said commissioners for the imposition and collection of such revenue, be shared every three months by the said commissioners between themselves and the school trustees for the school municipality of the town of Joliette, proportionately to the number of children from five to sixteen years of age of each of the Roman Catholic or Protestant religious denominations, respectively, residing in the territory common to both. In case of difference of opinion in this respect, the Superintendent of Education shall decide in last resort.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.